

Définition d'un prix de référence du gaz pour les clients particuliers pour accompagner la fin des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

Date de la contribution : 28/02/2023

Question 1 : Considérez-vous le détail des informations publiées adapté ? Considérez-vous pertinent de détailler l'abonnement, d'une part, et la part variable, d'autre part ?

L'un des deux principaux objectifs de la publication des prix de référence est d'informer les consommateurs. Or les consommateurs particuliers que représentent les organisations de consommateurs ne raisonnent pas en prix hors taxes, mais en prix TTC.

Cette notion est d'autant plus importante qu'en matière de gaz naturel, les taux de TVA sont appelés à augmenter à l'horizon 2030. Il est donc particulièrement important que dès à présent, les consommateurs aient bien conscience de la part représentée par les taxes dans les offres, et cela doit passer par la publication de prix de référence TTC.

Par ailleurs, la production de gaz verts est en augmentation constante, et l'on peut espérer que le cadre de l'augmentation de la TVA annoncée pour 2030 prendra en compte la part de gaz vert dans les offres des fournisseurs. Il nous semble qu'il serait donc judicieux d'envisager à court terme une proposition de prix de référence incluant un certain pourcentage de ces gaz, hypothèse qui n'apparaît pas à ce jour dans la présente consultation.

Nous comprenons le point de vue de la CRE concernant l'intérêt à détailler les différents postes constituant l'abonnement et la part variable, les consommateurs résidentiels ne connaissant pas bien ce que recouvrent effectivement leurs offres. Ce détail répondrait au souci de mieux les informer. Cependant, les modalités d'application proposées en question 2 posent un certain nombre de problèmes.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la répartition des coûts fixes dans l'abonnement et coûts variables dans la part variable ?

Il peut sembler a priori logique, comme le propose la CRE, de répartir différemment les différents coûts. Pour autant, la répartition proposée, différente de la construction actuelle pour le TRVG, présente des inconvénients identifiés par la CRE :

- elle ferait augmenter la part fixe, ou abonnement, au désavantage des petits consommateurs, souvent vulnérables,
- elle minorerait la part variable et donc l'incitation à la sobriété des consommateurs, alors qu'il y a actuellement un véritable enjeu pour certains consommateurs, souvent les plus aisés, pour lesquels le signal prix n'est pas un problème

Cette proposition comporte un risque, celui de pénaliser les consommateurs les plus fragiles, nous ne pouvons donc pas en accepter les termes.

De tout manière, si on met en place cette tarification nouvelle sans avoir engagé préalablement une rénovation énergétique massive, les effets seront assimilables à une double peine pour les ménages précaires. Nous souhaitons donc que, pour le moment, on en reste à l'équilibre actuel.

Considérant la volonté de mieux informer les consommateurs avec cette nouvelle répartition des coûts, en cohérence, observe la CRE, avec les informations actuellement disponibles sur le site du comparateur energie-

Françoise THIEBAULT

info.fr, il nous apparaît qu'à l'examen de chacune des offres gaz actuellement disponibles sur ce site, il n'y pas de précisions quant au détail de la part abonnement, ou de la part variable. La part abonnement n'est pas non plus mentionnée comme "coûts fixes". On voit aussi des disparités assez notables entre les offres disponibles sur la part abonnement. Si l'on cherche dans la FAQ ce que recouvre la part abonnement, on trouve : "La facture est composée d'une part fixe, l'abonnement, et d'une part variable, proportionnelle à la quantité d'énergie consommée". La comparabilité n'est donc pas si évidente qu'il y paraît.

Autant il nous semble utile de porter à la connaissance des consommateurs les coûts pris en compte pour la détermination du prix de référence, autant il nous semble risqué de modifier l'équilibre actuel entre les parts abonnement et variable.

Question 3 : Pensez-vous que ces deux types de consommateurs sont suffisamment représentatifs des consommateurs résidentiels de gaz et donc adaptés à la publication de la CRE ?

Oui, ces deux catégories semblent bien représentatives des profils de consommateurs résidentiels.

Question 4 : Quelles CAR vous semblent devoir être retenues ?

Il nous semble que c'est l'option 2 qui reflète une moyenne sur 2021 et 2022 qui devrait être retenue. La référence de la seule année 2021 porte essentiellement sur l'avant-crise, et il n'est pas certain que l'option 3, qui reflète les valeurs observées en 2022 avec l'influence des actions de sobriété, puisse être représentative des consommations à venir. Une moyenne sur 2 années paraît plus souhaitable.

Question 5 : Considérez-vous que les profils GRDF et options ATRD associés aux consommateurs types sont pertinents ?

oui

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt de publier un prix de référence du gaz durant la période d'application du bouclier tarifaire ?

Nous partageons cette analyse, il est important que durant la période d'application du bouclier tarifaire, les consommateurs puissent discerner quelles sont les offres de marché qui bénéficient de cette protection, si elle se prolonge au-delà de l'extinction complète du TRVG.

Question 7 : Durant la période d'application du bouclier tarifaire, considérez-vous préférable que cette référence reflète les variations court terme des marchés de gros, ou un autre type d'offre ?

Oui, cette option est préférable tant que le bouclier tarifaire s'applique.

Question 8 : En plus de la présente référence reflétant les variations court terme des marchés de gros, souhaitez-vous que la CRE publie, après la période d'application du bouclier tarifaire, un prix de référence reflétant, par exemple, une offre à prix fixe ? Si oui, sur combien d'années de prix fixe ?

La part des souscriptions à prix fixe est importante, il importe donc pour la bonne information des consommateurs que la CRE publie un prix de référence reflétant une offre à prix fixe, la durée plébiscitée par les consommateurs est de 3 ans nous semble-t-il, cette durée aurait notre préférence.

Nous réitérons notre souhait de voir apparaître un prix de référence pour les offres de fourniture intégrant une part de gaz vert, pour les raisons invoquées en point 1.

Question 9 : Sur le territoire de GRDF, considérez-vous utile de publier une fourchette de prix et un prix moyen pour

Françoise THIEBAULT

représenter les disparités géographiques de coûts de transport et stockage ?

La publication d'une fourchette de prix et d'un prix moyen semble adaptée pour représenter les disparités géographiques des coûts de transport et de stockage.

Question 10 : Sur les territoires des ELD, considérez-vous pertinent de publier une référence de prix propre à l'ELD ?

Oui, car il y a des variations non négligeables entre ELD.

Question 11 : Quelle option vous semble préférable pour mettre à jour les coûts hors approvisionnement de la référence de prix ?

Dans le souci d'une plus grande simplicité et d'une meilleure compréhension des consommateurs résidentiels, il nous semble que l'option 2 est préférable.

Question 12 : Considérez-vous pertinent de ne pas inclure de terme de transport amont en considérant que l'intégralité du gaz est approvisionnée au PEG ?

Oui.

Question 13 : Considérez-vous la méthodologie proposée par la CRE pour le coût de transport aval pertinente ? Sinon, quelle modification y apporteriez-vous ?

Oui

Question 14 : Quel pourcentage de couverture de la modulation estimez-vous pertinent à retenir dans le cadre de la construction du prix de référence ?

NSP

Question 15 : Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût du stockage par profil ? Quelle modification souhaiteriez-vous y apporter ?

La proposition semble pertinente et simple.

Question 16 : Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût de transport lié au stockage

NSP

Question 17 : Partagez-vous la proposition de la CRE pour la prise en compte des coûts de distribution ?

Nous maintenons nos réserves quant à la répartition des coûts fixes et variables (question 2)

Question 18 : L'usage des coûts commerciaux du TRVG hors CEE vous semble-t-il convenable dans un premier temps ?

Tout à fait.

Question 19 : Considérez-vous pertinent d'intégrer des coûts d'acquisition dans une telle référence ? Si oui, à quel niveau ?

Nous ne souhaitons pas cette intégration dans les coûts commerciaux, et partageons l'avis de la CRE sur l'objectif de la référence de prix qui n'est pas nécessairement de refléter la situation d'un fournisseur en conquête de part de marché.

Françoise THIEBAULT

Question 20 : L'utilisation des données issues de la place de marché C2EMarket vous paraît-elle acceptable ?

Cette proposition semble en tout cas plus acceptable que l'utilisation de l'indice Emmy. Nous souhaitons rappeler qu'il nous semble très important que le prix de référence détaille bien les différentes composantes, et notamment la composante CEE par rapport à l'ensemble.

Question 21 : La période de lissage sur un an vous paraît-elle cohérente avec l'approvisionnement en CEE des fournisseurs ?

Oui.

Question 22 : Considérez-vous qu'une marge de 1,5 €/MWh soit suffisante pour couvrir les risques et la rémunération normale d'un fournisseur approvisionnant ses clients selon la formule décrite au paragraphe 1.3 ?

Oui

Question 23 : Dans le cas d'une offre à prix fixe, quels risques vous semblent nécessaires à intégrer dans le prix de référence ? Préciser la méthodologie utilisée pour quantifier ces risques. Si vous êtes un fournisseur, préciser le niveau des différents risques en €/MWh intégrées dans vos offres.

Sur le principe, il semble acceptable qu'une marge plus importante soit envisagée pour couvrir les risques dans le cas d'une offre à prix fixe. En tant qu'organisation de consommateurs, nous ne sommes pas en mesure de répondre à la suite de la question.

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, pouvez-vous indiquer vos coûts d'équilibrage moyen sur les quatre dernières années ?

Ne concerne pas les OC.

Question 25 : Considérez-vous que la rémunération normale suffise à couvrir les coûts d'équilibrage ?

NSP

Question 26 : Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, comptez-vous proposer une offre indexée sur prix de référence ? Sur la référence de coûts d'approvisionnement ? Sinon, pourquoi ?

OC pas concernée

Question 27 : Si le prix de référence publié devait refléter une offre à prix fixe, quelles composantes de la part hors approvisionnement détaillées ci-dessus, hormis la rémunération normale, devraient être adaptées selon vous ?

Question 28 : Avez-vous d'autres commentaires ?

Cette contribution est co-signée par les organisations de consommateurs suivantes : Association de défense et d'Information des Consommateurs (ADEIC) – Association Léo Lagrange Consommation (ALLDC) Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques (CNAFC) – Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL) – Confédération Syndicale des Familles (CSF) – Familles Rurales (FR)